

2. Meesters-, vak- en dienstpersoneel

Hiërarchische rang 1	Benaming van de graden 2	Graden die toegang verlenen tot de graden vermeld onder 2			Werving 4	Bijzondere voorwaarden 5
		Verandering van graad 3A	Bevordering door verhoging in graad 3B	Bevordering door toegang tot het hoger niveau 3C		
44	Eerste vakman A	—	Eerste vakman	—	—	De graadanciënniteit vereist voor de benoeming moet verworven zijn in een activiteit in verband met de specialiteit van de betrekking voor het te begeven bevoororderingsambt. Die anciënniteit wordt vastgesteld door de commissie, bedoeld in artikel 2 van dit besluit
43	Eerste vakman (vlakke loopbaan)	—	Autobestuurder-mecaniciën, geschoold werkman B	—	—	Koninklijk besluit van 11 februari 1977, houdende bijzondere administratieve en geldelijke bepalingen betreffende sommige personeelsleden van de rijksbesturen
42	Autobestuurder-mecaniciën	—	Autobestuurder	—	—	De graadanciënniteit vereist voor de benoeming moet verworven zijn in een activiteit in verband met de specialiteit van de betrekking voor het te begeven bevoororderingsambt. Die anciënniteit wordt vastgesteld door de commissie, bedoeld in artikel 2 van dit besluit
42	Geschoold werkman B	—	Geschoold werkman A	—	ja, bij gebrek aan kandidaten die geschikt bevonden zijn voor de bevordering	De graadanciënniteit vereist voor de benoeming moet verworven zijn in een activiteit in verband met de specialiteit van de betrekking voor het te begeven bevoororderingsambt. Die anciënniteit wordt vastgesteld door de commissie, bedoeld in artikel 2 van dit besluit
41	Autobestuurder (vlakke loopbaan)	—	Hulparbeider B	—	—	Koninklijk besluit van 11 februari 1977, houdende bijzondere administratieve en geldelijke bepalingen betreffende sommige personeelsleden van de rijksbesturen
41	Geschoold werkman A	—	Hulparbeider B	—	—	Koninklijk besluit van 11 februari 1977, houdende bijzondere administratieve en geldelijke bepalingen betreffende sommige personeelsleden van de rijksbesturen
41	Eerstaanwezend hulparbeider (vlakke loopbaan)	—	Hulparbeider B	—	—	Koninklijk besluit van 11 februari 1977, houdende bijzondere administratieve en geldelijke bepalingen betreffende sommige personeelsleden van de rijksbesturen
40	Hulparbeider B	—	—	—	ja	—
40	Hulparbeider	—	—	—	ja	—

Mij bekend om gevoegd te worden bij het besluit van de Executieve d.d. 3 januari 1992.

De Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,
J.-P. GRAFE

F. 92 — 876

[S — 29168]

6 JANVIER 1992. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française relatif aux statuts administratifs et pécuniaires du personnel informatique des universités, faculté et centre universitaires de la Communauté française

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, telle qu'elle a été modifiée par les lois spéciales du 8 août 1988 et du 17 janvier 1989;

Vu l'arrêté royal du 30 octobre 1971 fixant le statut du personnel administratif, du personnel spécialisé, du personnel de maîtrise, des gens de métier et de service des universités, faculté et centre universitaires de l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 30 octobre 1971 fixant le tableau de hiérarchie du personnel administratif, du personnel spécialisé, du personnel de maîtrise, des gens de métier et de service des universités, faculté et centre universitaires de l'Etat;

Vu l'arrête royal du 5 novembre 1971 fixant le statut pécuniaire du personnel administratif, du personnel spécialisé, du personnel de maîtrise, des gens de métier et de service des universités, faculté et centre universitaires de l'Etat;

Vu l'arrête royal du 5 novembre 1971 fixant les échelles de traitement du personnel administratif, du personnel spécialisé, du personnel de maîtrise, des gens de métier et de service des universités, faculté et centre universitaires de l'Etat;

Vu l'arrête royal du 24 novembre 1991 relatif aux statut administratif et pécuniaire du personnel informatique des administrations de l'Etat;

Considérant que la bonne réalisation des programmes d'automatisation dans les administrations des universités implique que celles-ci disposent d'un personnel informatique qualifié; qu'il est des lors légitime de fixer en faveur de ce personnel des règles particulières en matière administrative et pécuniaire;

Considérant, dans le même contexte, que les besoins et les techniques informatiques ont évolué de telle sorte que le recours à du personnel de niveau 4 et de niveau 3 s'avère ne plus répondre à la réalité;

Considérant qu'il peut être bénéfique que des agents engagés dans une carrière administrative puissent, eu égard aux connaissances acquises, avoir accès à la carrière informatique; qu'il convient dès lors de leur permettre d'être promus au grade d'informaticien;

Considérant qu'eu égard à leur carrière, il s'indique que le personnel informatique du niveau 1 ne puisse avoir accès aux fonctions dirigeantes qu'à la condition d'avoir réellement exercé les fonctions afférentes aux grades de ladite carrière;

Considérant que le statut du personnel en cause doit être adapté à l'évolution des techniques informatiques en sauvegardant toutefois les intérêts des agents en fonction;

Vu le protocole du 3 janvier 1992 dans lequel sont consignées les conclusions de la négociation menée au sein du Comité de secteur IX;

Vu l'accord du Ministre-Président chargé du Budget, donné le 27 décembre 1991;

Vu l'accord du Ministre-Président chargé de la Fonction publique, donné le 27 décembre 1991;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, remplacé par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que la trop lente progression de l'informatisation des administrations des universités est préjudiciable à la productivité des membres de leur personnel, et à l'efficacité des tâches qui leur incombent;

Considérant que le manque de personnel spécialisé engendre une organisation imparfaite de l'informatisation des administrations avec par conséquent des dysfonctionnements significatifs;

Considérant que le Gouvernement national vient de prendre des mesures revalorisant la carrière informatique des agents de l'Etat;

Considérant qu'il convient, sans délai, de rendre la carrière du personnel informatique des universités aussi attractive que celles des Ministères nationaux;

Vu la délibération de l'Exécutif du 6 janvier 1992;

Sur la proposition du Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,

Arrête :

Article 1er. Le présent arrêté s'applique au personnel des services informatiques des universités, faculté et centre universitaires de la Communauté française.

Art. 2. Pour toutes les matières autres que celles réglées par le présent arrêté, l'arrête royal du 24 novembre 1991 relatif aux statuts administratif et pécuniaire du personnel informatique des Administrations de l'Etat est applicable aux agents définitifs et stagiaires du personnel des services informatiques des universités, faculté et centre universitaires de la Communauté française.

Toutefois, les attributions que ces dispositions confèrent au Secrétaire permanent au Recrutement sont exercées par le jury prévu à l'article 43 de l'arrête royal du 30 octobre 1971 fixant le statut du personnel administratif, du personnel de maîtrise, des gens de métier et de service des universités, faculté et centre universitaires de l'Etat;

Art. 3. Au tableau annexé à l'arrête royal du 30 octobre 1971 fixant le statut du personnel administratif, du personnel spécialisé, du personnel de maîtrise, des gens de métier et de service des universités, faculté et centre universitaires de l'Etat, sous l'intitulé "6° Catégorie du personnel spécialisé" :

1° le grade 33) programmeur de 1ère classe est remplacé par : 33) programmeur;

2° le grade 37) informaticien principal est remplacé par : 37) informaticien expert;

3° le grade 38) informaticien principal chef de service est supprimé.

Art. 4. A l'article 1er de l'arrêté royal du 30 octobre 1971 fixant le tableau de hiérarchie du personnel administratif, du personnel spécialisé, du personnel de maîtrise, des gens de métier et de service des universités, faculté et centre universitaires de l'Etat, sous l'intitulé "6. Catégorie du personnel spécialisé" et sous les titres :

Grades	Grades dont les titulaires ont accès au grade indiqué à la colonne 1	Conditions spéciales	B. Admission au stage de candidats étrangers à l'Université Diplômes ou certificats pris en considération
A. Accès d'agents de l'Université			
Les points 26 a 39 sont remplacés par :			
26. Poinçonneur-mécanographe	<p>a) agent affecté à un centre de traitement de l'information depuis 1 an au moins</p> <p>b) autre agent</p>	<p>a) promotion sans examen</p> <p>b) âgé maximum de 50 ans</p> <p>c) changement de catégorie</p> <p>d) réussite d'un test psychotechnique d'aptitude (art. 24 - A.R. 24.11.1991)</p>	
27. Premier poinçonneur-mécanographe spécialiste	poinçonneur-mécanographe	<p>a) promotion sans examen</p> <p>b) ancienneté de grade de 9 ans</p>	
28. Opérateur-mécanographe de 2e classe	<p>a) agent affecté à un centre de traitement de l'information depuis 1 an au moins</p> <p>b) autre agent</p>	<p>a) promotion avec examen</p> <p>b) âgé de moins de 50 ans</p> <p>c) changement de catégorie</p> <p>d) réussite d'un test psychotechnique d'aptitude (art. 24 - A.R. 24.11.1991)</p>	
29. Opérateur-mécanographe de 1e classe	opérateur-mécanographe de 2e classe	<p>a) promotion sans examen</p> <p>b) pas d'ancienneté requise</p>	
30. Chef-opérateur-mécanographe de 2e classe	opérateur-mécanographe de 1e classe	<p>a) promotion avec examen</p> <p>b) 9 ans d'ancienneté au moins dans les grades d'opérateur-mécanographe de 1e classe et/ou de 2e classe</p>	
31. Chef-opérateur-mécanographe de 1e classe	chef-opérateur-mécanographe de 2e classe	<p>a) promotion avec examen</p> <p>b) 3 ans d'ancienneté de grade au moins</p>	

Grades	A. Accès d'agents de l'Université		B. Admission au stage de candidats étrangers à l'Université
	Grades dont les titulaires ont accès au grade indiqué à la colonne 1	Conditions spéciales	Diplômes ou certificats pris en considération
32. Programmeur de 2e classe	opérateur-mécanographe de 1e classe, opérateur-mécanographe de 2e classe, chef-opérateur-mécanographe de 1e classe, chef-opérateur-mécanographe de 2e classe	promotion avec examen	
33. Programmeur	a) programmeur de 2e classe	a) promotion avec examen b) ancienneté de grade de 3 ans	
	b) titulaire d'un grade de rang 20 ou 21	a) promotion avec examen b) affecté depuis 5 ans au moins dans un centre de traitement de l'information	
	c) titulaire d'un grade de rang 22	a) changement de catégorie b) affecté depuis 5 ans au moins dans un centre de traitement de l'information c) vérification des aptitudes professionnelles (art. 9, § 2 - A.R. 24.11.1991)	diplôme supérieur type court (art. 4 A.R. 24.11.1991)
34. Chef-programmeur	programmeur	a) avancement sans examen b) 9 ans d'ancienneté dans le grade de programmeur	
35. Analyste de programmation	chef-programmeur	a) promotion sans examen b) pas d'ancienneté requise	
36. Informaticien	a) chef-programmeur analyste de programmation	a) promotion avec examen b) pas d'ancienneté requise	
	b) titulaire d'un grade de rang 10 ou 11	a) promotion avec examen b) affecté depuis 5 ans au moins dans un C.T.I.	
	c) titulaire d'un grade de rang 12	a) changement de grade b) affecté depuis 5 ans au moins dans un C.T.I.	

Grades	Grades dont les titulaires ont accès au grade indiqué à la colonne 1	A. Accès d'agents de l'Université		B. Admission au stage de candidats étrangers à l'Université
		Conditions spéciales	Diplômes ou certificats pris en considération	
			c) réussite d'une vérification de l'aptitude professionnelle (art. 6 § 3 - A.R. 24.11.1991)	
			diplôme universitaire (art. 3 A.R. 03.12.1969)	
37. Informaticien expert	informaticien	a) avancement sans examen b) 9 ans d'ancienneté de grade au moins		
38.				
39. Informaticien Directeur	informaticien expert	a) promotion sans examen b) pas d'ancienneté requise		

Art. 5. A l'article 1er de l'arrêté royal du 30 octobre 1971 visé à l'article précédent, sous l'intitulé :

1. Catégorie du personnel de direction

et sous les titres

Grades	Grades dont les titulaires ont accès au grade indiqué à la colonne 1	A. Accès d'agents de l'Université		B. Admission au stage de candidats étrangers à l'Université
		Conditions spéciales	Diplômes ou certificats pris en considération	
		Le point 5 est remplacé par :		
5. Directeur d'administration	a) premier conseiller	a) promotion sans examen b) pas d'ancienneté requise		
	b) conseiller	a) promotion sans examen b) 3 ans d'ancienneté de grade au moins		
	c) informaticien-directeur informaticien-expert	a) promotion sans examen b) 15 ans d'ancienneté dans les grades d'informaticien, d'informaticien-expert ou d'informaticien directeur		

Art 6. Par dérogation à l'article 14 de l'arrêté royal du 24 novembre 1991 relatif aux statuts administratif et pécuniaire du personnel informatique des administrations de l'Etat visé à l'article 2, l'informaticien chef de service qui exerce la direction d'un centre de traitement de l'information est nommé au grade d'informaticien-directeur classé au rang 14.

Bruxelles, le 6 janvier 1992.

Par l'Exécutif de la Communauté française :
Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,
Y. YLIEFF

VERTALING

N. 92 — 876

[S — 29168]

6 JANUARI 1992. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap betreffende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het informaticapersoneel van de universiteiten, de faculteit en het universitair centrum van de Franse Gemeenschap

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming van de instellingen dd. 8 augustus 1980, zoals gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988 en 17 januari 1989;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van het administratief, meesters-, vak- en dienstpersoneel van de Rijksuniversiteiten, de rijksfaculteit en het rijksuniversitair centrum;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 oktober 1971 tot vaststelling van de hiërarchietabel van het administratief, gespecialiseerd, meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksuniversiteiten, de rijksfaculteit en het rijksuniversitair centrum;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 november 1971 tot vaststelling van de bezoldigingsregeling voor het administratief, gespecialiseerd, meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksuniversiteiten, de rijksfaculteit en het rijksuniversitair centrum;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 november 1971 tot vaststelling van de weddeschalen van het administratief, gespecialiseerd, meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksuniversiteiten, de rijksfaculteit en het rijksuniversitair centrum;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 november 1991 betreffende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het informaticapersoneel van de rijksbesturen;

Overwegende dat de verwezenlijking van de automatiseringsprogramma's in de universiteitsbesturen vereist dat deze over bekwaam informaticapersoneel beschikken; dat het dan ook gewettigd is, ten gunste van dit personeel bijzondere regels in administratieve en geldelijke aangelegenheden vast te stellen;

Overwegende dat, inzake informatie, de behoeften en technieken zodanig evolueerden dat het niet meer aan de werkelijkheid beantwoordt, een beroep te doen op personeel van niveau 4 en van niveau 3;

Overwegende dat het voordelig kan zijn dat personeelsleden die voor een administratieve loopbaan geworven zijn, gelet op de opgedane ervaring toegang kunnen hebben tot de informaticaloopbaan; dat het dan ook gewettigd is, hun de mogelijkheid te geven om tot de graad van informaticus te worden bevorderd;

Overwegende dat, gelet op hun loopbaan, de leden van het informaticapersoneel van niveau I slechts toegang zouden hebben tot de leidende ambten voor zover zij de functies in bedoelde loopbaan werkelijk hebben uitgeoefend;

Overwegende dat het statuut van bedoeld personeel aan de evolutie van de informaticatechnieken moet aangepast worden, met vrijwaring van de belangen van de fungerende personeelsleden;

Gelet op het protocol van 3 januari 1992 met de besluiten van de onderhandelingen in Sectorcomité IX;

Gelet op het akkoord van de Minister-Voorzitter belast met de Begroting, gegeven op 27 december 1991;

Gelet op het akkoord van de Minister-Voorzitter belast met het Openbaar Ambt, gegeven op 27 december 1991;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inz. op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de langzame invoering van de informatica in de universiteitsbesturen nadelig is voor de produktiviteit van hun personeelsleden en voor de doeltreffende uitvoering van hun taken;

Overwegende dat het tekort aan gespecialiseerd personeel de inrichting van de informatisering in de besturen belemmert, met als gevolg een belangrijke dystunctie;

Overwegende dat de nationale Regering maatregelen heeft getroffen ter herwaardering van de informaticaloopbaan van het rijkspersoneel;

Overwegende dat de loopbaan van het informaticapersoneel van de universiteiten even aantrekkelijk als in de nationale ministeries moet blijven;

Gelet op de beraadslaging van de Executieve van 6 januari 1992;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit is toepasselijk op het personeel van de informaticadiensten van de universiteiten, de universitaire faculteit en het universitair centrum van de Franse Gemeenschap.

Art. 2. Voor de niet bij dit besluit geregelde materies blijft het koninklijk besluit van 24 november 1991 betreffende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het informaticapersoneel van de rijksbesturen toepasselijk op de vastbenoemde en stagedoende personeelsleden van de informaticadiensten van de universiteiten, de faculteit en het universitair centrum van de Franse Gemeenschap.

De bevoegdheden die bedoelde bepalingen verlenen aan de Vaste Wervingssecretaris worden evenwel uitgeoefend door de jury bedoeld in art. 43 van het koninklijk besluit van 30 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van het administratief, meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksuniversiteiten, de rijksfaculteit en het rijksuniversitair centrum.

Art. 3. In de tabel gevoegd bij voormeld besluit van 30 oktober 1971 worden onder het opschrift "6. Categorie gespecialiseerd personeel" :

1. de graad 33) programmeur 1e klasse, vervangen door : 33) programmeur;
2. de graad 37) e.a. informaticus vervangen door : 37) informaticusexperft;
3. de graad 38) e.a. informaticus hoofd van dienst afgeschaft.

Art. 4. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 30 oktober 1971 tot vaststelling van de hiërarchietabel van het administratief, gespecialiseerd, meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksuniversiteiten, de rijksfaculteit en het rijksuniversitair centrum, onder het opschrift "6 Categorie gespecialiseerd personeel" en onder de titels :

Graden	A. Toelating van personeelsleden van de universiteit	B. Toelating tot de stáge van kandidaten die niet tot de universiteit behoren, in aanmerking komende diploma's en getuigschriften
	Graden waarvan de titularissen kunnen overgaan naar de graad, opgenomen in de eerste kolom	Bijzondere voorwaarden
	worden de punten 26 tot 39 vervangen door :	
26. Ponsér	<ol style="list-style-type: none"> a) personeelslid van een centrum voor informatieverwerking sinds ten minste 1 jaar b) ander personeelslid 	<ol style="list-style-type: none"> a) bevordering zonder examen b) maximumleeftijd : 50 jaar a) verandering van categorie b) slagen voor een psychotechnische bekwaamheidstest (art. 24 - K.B. 24.11.1991)
27. Eerste ponsér mechanograaf vakman	ponsér-mechanograaf	<ol style="list-style-type: none"> a) bevordering zonder examen b) 9 jaar graads-anciënniteit
28. Operateur-mechanograaf 2e klasse	<ol style="list-style-type: none"> a) personeelslid van een centrum van informatieverwerking sinds ten minste 1 jaar b) ander personeelslid 	<ol style="list-style-type: none"> a) bevordering met examen b) maximumleeftijd : 50 jaar a) verandering van categorie b) slagen voor een psychotechnische bekwaamheidstest (art. 24 - K.B. 24.11.1991)
29. Operateur-mechanograaf 1e klasse	opérateur-mechanograaf 2e klasse	<ol style="list-style-type: none"> a) bevordering zonder examen b) geen anciënniteitsvereiste

Graden	Graden waarvan de titularissen kunnen overgaan naar de graad, opgenomen in de eerste kolom	Bijzondere voorwaarden	B. Toelating tot de stage van kandidaten die niet tot de universiteit behoren, in aanmerking komende diploma's en getuigschriften
30. Hoofdoperateur-mechanograaf 2e klasse	operateur-mechanograaf 1e klasse	a) bevordering met examen b) ten minste 9 jaar graadanciënniteit als operateur-mechanograaf 1e klasse en/of 2e klasse	
31. Hoofdoperateur-mechanograaf 1e klasse	hoofdoperateur-mechanograaf 2e klasse	a) bevordering met examen b) ten minste 3 jaar graadanciënniteit	
32. Programmeur 2e klasse	operateur-mechanograaf 1e klasse operateur-mechanograaf 2e klasse hoofdoperateur-mechanograaf 1e klasse hoofdoperateur-mechanograaf 2e klasse	bevordering met examen	
33. Programmeur	a) programmeur 2e klasse b) titularis van een graad van rang 20 of 21 c) titularis van een graad van rang 22	a) bevordering met examen b) ten minste 3 jaar graadanciënniteit a) bevordering met examen b) personeelslid van een centrum voor informatieverwerking sinds ten minste 5 jaar a) verandering van categorie b) personeelslid van een centrum voor informatieverwerking sinds ten minste 5 jaar c) onderzoek naar de beroepsbekwaamheid (art. 9 § 2 K.B. 24.11.1991)	diploma hoger onderwijs van het korte type (art. 4 - K.B. 24.11.1991)

Graden	A. Toelating van personeelsleden van de universiteit		B. Toelating tot de stage van kandidaten die niet tot de universiteit behoren, in aanmerking komende diploma's en getuigschriften
	Graden waarvan de titularissen kunnen overgaan naar de graad, opgenomen in de eerste kolom	Bijzondere voorwaarden	
34. Hoofdprogrammeur	programmeur	<ul style="list-style-type: none"> a) bevordering zonder examen b) 9 jaar anciënniteit als programmeur 	
35. Programmeringsanalist	hoofdprogrammeur	<ul style="list-style-type: none"> a) bevordering zonder examen b) geen anciënniteitsvereiste 	
36. Informaticus	a) hoofdprogrammeur programmeringsanalist	<ul style="list-style-type: none"> a) bevordering met examen b) geen anciënniteitsvereiste 	
	b) titularis van een graad van rang 10 of 11	<ul style="list-style-type: none"> a) bevordering met examen b) personeelslid C.I.V. sinds ten minste 5 jaar 	
	c) titularis van een graad van rang 12	<ul style="list-style-type: none"> a) verandering van graad b) personeelslid C.I.V. sinds ten minste 5 jaar c) onderzoek naar de beroepsbekwaamheid (art. 6 § 3 - K.B. 24.11.1991) 	universitair diploma (art. 3 - K.B. 3.12.1969)
37. Informaticus-expert	informaticus	<ul style="list-style-type: none"> a) bevordering zonder examen b) ten minste 9 jaar graadsanciënniteit 	
38.			
39. Informaticus-directeur	informaticus-expert	<ul style="list-style-type: none"> a) bevordering zonder examen b) geen anciënniteitsvereiste 	

Art. 5. In artikel 1 van het in artikel 4 vermelde koninklijk besluit van 30 oktober 1971, onder het opschrift :

1 Categorie directiepersoneel

en onder de titels

Graden	A. Toelating van personeelsleden van de universiteit	B. Toelating tot de stage van kandidaten die niet tot de universiteit behoren. In aanmerking komende diploma's en getuigschriften
Graden	Graden waarvan de titularissen kunnen overgaan naar de graad, opgenomen in de eerste kolom	Bijzondere voorwaarden
wordt punt 5 vervangen door		
5. Bestuurs-directeur	a) eerste adviseur	a) bevordering zonder examen b) geen anciënniteit vereist
	b) adviseur	a) bevordering zonder examen b) ten minste 3 jaar graadanciënniteit
	c) informaticus-directeur informaticus-expert	a) bevordering zonder examen b) 15 jaar graad-anciënniteit als informaticus informaticus-expert informaticus-directeur

Art. 6. In afwijking van artikel 14 van het koninklijk besluit van 24 november 1991 betreffende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het informaticapersoneel van de rijksbesturen, bedoeld in artikel 2, wordt de informaticus-dienstchef die een centrum voor informatieverwerking leidt, benoemd tot informaticus-directeur, in rang 14.

Brussel, 6 januari 1992.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,
Y. YLIEFF

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRÊTÉS

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

Toelating verleend aan een pensioenfonds om een verzorgingsactiviteit uit te oefenen

Bij koninklijk besluit van 24 februari 1992 wordt aan het pensioenfonds « General Motors Pensioenfonds » (administratief code-nummer : 50.443), vereniging zonder winstoogmerk waarvan de maatschappelijke zetel is gevestigd Noorderlaan 75, te 2030 Antwerpen, toelating verleend om een verzorgingsactiviteit uit te oefenen.

Dit besluit treedt in werking vanaf de onderhavige bekendmaking.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Agrément accordé à un fonds de pensions pour exercer une activité de prévoyance

Par arrêté royal du 24 février 1992, l'agrément est accordé au fonds de pensions « General Motors Pensioenfonds » (code administratif : 50.443), association sans but lucratif dont le siège social est situé Noorderlaan 75, a 2030 Anvers, pour exercer une activité de prévoyance.

Cet arrêté entre en vigueur le jour de la présente publication.